



ISTOCK.COM/ SONATE, ISTOCK.COM/ DEM10

‘Pistolet économique, canon politique’

Le plan de sauvetage COVID de l’Europe a fait plus qu’ajouter du crédit au bilan de l’Europe—il a ajouté beaucoup de force de frappe.

- Richard Palmer et Daniel Di Santo
- [04/11/2020](#)

Saviez-vous que le terme « premier ministre » a commencé comme une insulte, et non comme un titre d’emploi ? Les politiciens britanniques craignaient que le Premier Seigneur du Trésor n’amasse trop de pouvoir, alors ils l’accusèrent d’être le « premier ministre ».

Celui qui contrôle les cordons de la bourse contrôle le pouvoir.

Aux États-Unis, la Loi de financement de 1790 a changé l’histoire. Elle prévoyait que les dettes des États individuels seraient partagées et payées par l’entremise du gouvernement fédéral. Si chaque État avait maintenu le plein contrôle de ses propres dettes et revenus, les « États-Unis » seraient devenus une association souple, semblable à celle des Nations Unies.

Les décisions en matière de finances déterminent le cours des nations et du monde.

Une autre décision financière historique a été prise cet été par l’Union européenne. La façon dont elle gère maintenant la dette met ce groupe de nations sur la voie de devenir un super-État et d’accomplir l’une des plus grandes prophéties de la Bible !

Une carte de crédit commune

Après 90 heures d’épuisantes négociations qui s’étendent sur cinq jours et y compris des insultes vives parmi les dirigeants nationaux, les responsables de l’UE ont convenu d’un plan de sauvetage du coronavirus le 21 juillet. Il en a résulté un plan de sauvetage de 750 milliards d’euros (862 milliards de dollars américains). Il s’agit d’une somme importante, mais elle s’étend sur sept ans et sur 19 pays et comprend des programmes qui étaient déjà en place. Ainsi, l’argent lui-même ne fera pas grand-chose pour aider l’UE à se remettre du coronavirus.

Mais cela ne signifie pas que c’est sans importance.

Ce fonds contient un changement crucial. Pour la toute première fois, les dirigeants européens ont permis à l’UE dans son ensemble d’emprunter de l’argent. Un organe opaque et non élu, la Commission européenne, aura les mains sur les cordons de la bourse.

L’UE empruntera de l’argent sur les marchés financiers, puis distribuera 390 milliards d’euros de subventions et 360 milliards d’euros de prêts qui doivent être remboursés.

L’idée est d’aider à soutenir les économies européennes au bord de la catastrophe. L’Italie est l’un des pays le plus durement touchés. Le coronavirus a fermé le secteur du tourisme—qui représente 14 pour cent de l’économie du pays. Ajoutez aux autres effets économiques du confinement, et l’Italie est confrontée à un désastre.

Avant même que le virus ne frappe, l'Italie peinait à rester à flot. C'était l'un des pays les plus endettés du monde développé —avec une dette de 135 pour cent de la taille de sa production économique annuelle.

Emprunter de l'argent pour aider ses entreprises à passer à travers le confinement n'était pas vraiment une option pour l'Italie. Elle s'est donc tournée vers l'UE.

Et l'UE n'avait guère d'autre choix que d'agir. Un effondrement économique complet en Italie frapperait durement l'ensemble de la zone euro. C'est simplement la réalité du partage d'une monnaie.

Avant le coronavirus, l'Allemagne était strictement opposée à la « mutualisation de la dette » ou au partage de la dette entre les pays de la zone euro pour créer plus d'opportunités d'emprunt pendant les crises. Cela signifie que la Grèce ou l'Italie pourraient dépenser de l'argent, et l'Allemagne serait responsable d'aider à le rembourser. Si l'Allemagne doit partager sa carte de crédit nationale, elle veut s'assurer que d'autres pays ne l'utilisent pas pour acheter des voitures de sport et des vacances de luxe.

Mais en mai, la chancelière allemande Angela Merkel a fait un virage à 180 degrés sur le sujet. Elle a commencé à pousser pour cela, même contre les objections acharnées.

Les dirigeants européens reconnaissent qu'il s'agit d'un changement radical en le qualifiant de toutes sortes de termes proclamant qu'il s'agissait d'un « paiement unique ». Bien sûr, l'impôt sur le revenu était également censé être un impôt unique—tant en Amérique qu'en Grande-Bretagne—mais il reste avec nous aujourd'hui. Une fois que vous brisez un tabou, vous prouvez qu'il peut être fait—et il est beaucoup plus facile à répéter.

Les 247,5 milliards de dollars américains que l'Italie recevra en subventions et en prêts ne suffiront pas à la maintenir à flot. L'argent ira à des projets accrocheurs, comme un tunnel antisismique vers la Sicile, mais cela ne va pas vraiment aider le gouvernement à payer les factures. Au lieu de cela, l'impression d'argent par la Banque centrale européenne fait l'essentiel du travail sur ce front.

Une fois le seuil de la dette partagée est franchi, les autres pièges du gouvernement suivront bientôt. À mesure que la limite d'emprunt de cette carte de crédit partagée augmentera, l'Europe aura besoin d'un moyen de superviser les emprunts et les dépenses. Elle aura besoin d'un gouvernement central puissant.

Certes, cette décision de l'UE n'est pas le « moment *Hamiltonien* » de l'Europe. Ce n'est pas aussi vaste que le partage de la dette américaine en 1790. L'UE a encore une lutte acharnée avant d'en arriver là. Mais c'est un premier pas important sur cette voie.

Ambrose Evans-Pritchard du *Télégraphe* a qualifié le plan de sauvetage de « *popgun* (pistolet à bouchon) économique—mais d'un obusier (canon) politique », l'identifiant comme « un changement profond dans la structure et du caractère du projet européen » (21 juillet).

'À la limite du totalitaire'

Le pouvoir sur le niveau actuel, relativement maigre, du financement de l'UE appartient à la Commission européenne, un groupe de dirigeants non élus nommés par les gouvernements nationaux. Possédant déjà le pouvoir de faire des lois, ils auront maintenant le pouvoir de lever des fonds à partir de la dette partagée et le pouvoir des dépenses directes.

« Ou Ailleurs dans le monde un seul organe non élu a-t-il le 'droit d'initiative' sur la législation, les pouvoirs exécutifs d'un proto-gouvernement, et les prérogatives de dépenses d'un parlement, le tout réuni en un seul ? » a demandé Evans-Pritchard. Il a averti que ce pouvoir est « à la limite du totalitaire en termes constitutionnels, la plupart du temps non contrôlés par un contrôle parlementaire significatif ».

Sa caractérisation la plus prémonitrice du pouvoir politique croissant de l'UE a pris la forme d'un seul mot : « césaropapisme ». Ce mot évoque la Rome impériale et les décrets pontificaux. Le césaropapisme est un système politique avec un chef dirigeant l'empire et l'église. Evans-Pritchard a peut-être comparé le pouvoir de la Commission européenne à créer et à appliquer la politique budgétaire au pouvoir détenu par les empereurs du passé européen. La *Trompette* pense, cependant, que l'Europe sera *littéralement* à la hauteur de cette description.

Il va y avoir un autre Saint Empire romain.

À mesure que la limite de crédit et la gouvernance globale de l'Europe augmenteront, elle deviendra encore moins démocratique.

La prophétie biblique dit que 10 nations européennes s'uniront sous un seul dirigeant fort, avec la religion comme force unificatrice. Sur la base de ces prophéties, Herbert W. Armstrong, le fondateur de notre magazine prédécesseur *La pure vérité*, a écrit que les nations européennes « donneront tout leur pouvoir militaire et monétaire au dirigeant central au-dessus des 10, le futur dirigeant européen » (lettre aux co-ouvriers, 14 août 1978).

Le fond de relance de l'Europe ne le sauvera pas d'une crise économique à venir. Comme l'a averti M. Armstrong, un krach économique en Amérique « pourrait soudainement entraîner le déclenchement des nations européennes à s'unir en tant que nouvelle puissance mondiale plus grande que l'Union soviétique ou les États-Unis qui, à son tour, pourrait

soudainement provoquer la Grande Tribulation » (lettre aux co-ouvriers, 22 juillet 1984). Un autre krach économique pousserait l'Europe encore plus sur la voie de devenir un super-État.

Il ne s'agit pas de combien d'argent est impliqué. Il s'agit de combien de *dépouvoir*.

Trop gros pour ne pas échouer ?

Les nations européennes n'ont pas franchi cette étape capitale facilement. La réunion a été l'une des plus controversées de l'histoire récente.

À l'origine, le plan prévoyait 500 milliards d'euros de subventions et 250 milliards d'euros de prêts. Cela a rencontré une forte opposition des Pays-Bas, de l'Autriche, de la Suède, du Danemark et de la Finlande, ce qui a conduit à ce que le président Français Emmanuel Macron a qualifié de « moments extrêmement tendus » tout au long des négociations. Le sommet était à seulement 30 minutes du record de la plus longue de l'histoire de l'UE.

À un moment donné au cours des réunions, la chancelière allemande Merkel et le président français Macron se sont levés et sont sortis ensemble, faisant preuve de solidarité l'un avec l'autre et de résistance à leurs adversaires qui voulaient un plan de sauvetage plus petit.

En effet, cela indique un fait important révélé dans la prophétie biblique. Avec 27 nations, l'Union européenne est actuellement *trop grande* pour fonctionner comme un super-État. Même avoir 19 nations dans la zone euro est un arrangement difficile. La Bible dit que le nombre de nations dans l'Union diminuera, ce qui permettra en fait à son pouvoir d'augmenter considérablement.

À mesure que la limite de crédit de l'UE augmente et que son gouvernement central (dominé par l'Allemagne) devient plus puissant, attendez-vous à ce que certains pays de l'UE partent ou soient expulsés. Cela produira un bloc européen plus mince, plus méchant et plus consolidé qui pourra être dirigé puissamment par un régime « césaropapiste ».

« Le coronavirus accélère l'arrivée du Saint Empire romain prophétisé », a écrit le rédacteur en chef de la *Trompette* Gerald Flurry dans la *Trompette* de juillet. « La Bible dit que 10 rois se lèveront en Europe à la fin des temps, dirigé par un homme fort régnant par-dessus tout. Ces rois formeront le Saint Empire Romain. La pandémie du coronavirus aide à mettre en place ces 10 rois ! Nous devons penser à ces rois prophétisés, qui se lèvent maintenant... De nombreuses personnes craignent que la récente crise détruise l'Union européenne. Mais bien que cela puisse paraître évident, l'Europe est en fait sur le point de s'unir de manière puissante. »

M. Flurry a qualifié les conséquences du coronavirus sur l'Europe de « l'un des effets les plus importants de la panique mondiale concernant le COVID-19 ». Les pays européens qui franchissent ce seuil économique et politique en réponse au virus confirment cette déclaration. La direction que prend l'Europe en ce moment est liée à la prophétie biblique.

Comprenez ces événements, et cela vous aidera à voir le prochain empire romain s'élever en Europe !